

Qui veut aller à Istamboul ?

Autor(en): **Corbett Ashby, Margery I. / Manus, Rosa**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses**

Band (Jahr): **23 (1935)**

Heft 446

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-261847>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les votations de dimanche

I. Votation fédérale

Nos hommes politiques et nos rédacteurs de journaux ont exhibé l'instrument habituel des périodes qui précèdent les votations: la lunette grossissante de tous les arguments qui, soit recommandent, soit démolissent les projets de lois soumis au scrutin! Aussi, avant la votation de dimanche, partisans et adversaires de la réforme militaire s'évertuent, soit à grossir les dangers d'un refus, soit à exagérer la portée des dispositions nouvelles. Etant mauvais juge, en tant que femme, des besoins de l'organisation militaire, nous nous efforçons simplement de rendre compte objectivement de cette réforme militaire, soumise aux électeurs le 24 février.

Un premier point à retenir, c'est qu'il ne s'agit pas de prendre position pour ou contre le service militaire, ni de transformer en quoi que ce soit les dispositions fondamentales ou la raison d'être de l'armée suisse: le service obligatoire et général, le système des milices, le principe d'une armée défensive restent intacts. Ce que l'on demande au peuple suisse n'est pas de trancher une question de principe, mais de créer la possibilité d'une meilleure initiation du soldat aux éléments techniques de l'instruction militaire.

Il va sans dire que la situation politique instable et inquiétante de l'heure actuelle a contribué à faire souhaiter à ceux qui se sentent responsables de la défense nationale une transformation rapide de la loi militaire de 1907. La course accélérée aux armements dans les pays voisins n'est pas restée sans effet chez nous, et « la peur » est dans le public la grande alliée de ceux qui réclament une réforme. Ceux-ci en font largement usage pour leur propagande.

Citons maintenant quelques points essentiels de ce plan de réorganisation de l'instruction militaire. L'expérience personnelle nous faisant défaut, nous basons notre examen sur les déclarations du Conseil fédéral. Ce n'est certes pas sans frémir que nous réalisons, à la

lecture du *Message* fédéral, toute l'horreur de la guerre moderne. Mais comme l'initiation de notre armée au maniement des engins de destruction se fait déjà et se fera de toutes façons, le résultat de la votation ne changera en rien cette page tragique de l'histoire humaine.

L'armée, nous dit-on, doit suivre l'évolution des procédés de guerre. Il ne suffit plus, pour le soldat d'infanterie en particulier, de savoir manier le fusil; la mise en action des engins modernes plus compliqués doit s'apprendre par un exercice prolongé. On affirme encore que l'instruction insuffisante des sous-officiers et des officiers subalternes constitue le point faible de l'armée suisse, et qu'une formation plus approfondie devrait leur être imposée. Enfin, dit-on encore, aux exercices par petits groupes devant succéder, à la fin de l'école de recrues, une instruction du bataillon entier, pour laquelle le temps manque actuellement. Pour ces trois raisons, l'école de recrues devrait être portée de 67 à 90 jours de service pour l'infanterie et l'artillerie, et de 92 à 104 jours pour le service de cavalerie.

Un service d'école de recrues, facultatif jusqu'ici pour l'obtention du grade de caporal, deviendrait obligatoire; et tous les services additionnés mettraient à 339 jours la durée requise pour devenir lieutenant d'infanterie, ce qui constitue une augmentation de 23 jours en comparaison du régime actuel; et à 73 jours, et respectivement à 141 jours, pour devenir lieutenant de cavalerie, ou d'artillerie. Pour les services spéciaux des troupes de génie, d'aviation, d'automobiles, de santé, etc., il n'est prévu que des modifications insignifiantes, qui ne touchent relativement qu'un nombre restreint d'hommes. Inutile d'entrer ici dans les détails du service des écoles d'officiers et d'état-major, puisque nul n'est forcé de les suivre, si cela ne lui convient pas.

Le seul changement qui nous semble notable et obligatoire pour tout soldat est la prolongation de 23 jours de service pour l'école de recrues dans l'infanterie. On peut se demander si, actuellement, ces trois semaines supplémentaires ne seront pas considérées

comme une aubaine pour certains jeunes chômeurs, heureux d'être occupés et nourris pendant ce temps? alors que d'autres recrues regretteront de devoir interrompre leur travail pour une période aussi prolongée.

Restent à considérer les frais supplémentaires dont l'acceptation du projet chargerait la Confédération, donc en dernier ressort les citoyens, hommes et femmes. Cette nouvelle dépense (frais de soldes et d'entretien) est évaluée de un à deux millions de francs par année. Cette somme représente-t-elle une dépense effective, ou un déplacement d'une caisse à l'autre, — en faisant vivre des chômeurs, en augmentant la consommation de produits agricoles? Il est impossible de le dire avec certitude.

Tel est en quelque sorte l'essentiel de ce projet, dont l'importance a été tellement enflée par les campagnes politiques, et dont le sort est remis entre les mains de ceux qui en porteront les conséquences directes.

A. LEUCH.

II. Votation cantonale genevoise

C'est ce même dimanche que va être soumise à l'approbation des électeurs masculins la modification constitutionnelle, que nous avons signalée dans un précédent numéro, et qui ouvre aux femmes la possibilité d'accéder à l'un des trois postes de juge à la Chambre pénale de l'enfance. Bien qu'il ne s'agisse là que d'un progrès très restreint (certaines de nos lectrices ont été très désappointées que la loi donnât seulement cette possibilité aux femmes, et ne stipulât pas que ce poste *dût* en tout cas être réservé à une femme), c'est cependant, nous le répétons, une brèche ouverte dans le mur jusqu'à présent hermétiquement clos aux femmes de la magistrature genevoise. Aussi espérons-nous très vivement qu'en raison même de la modestie de cette réforme, elle passera comme une lettre à la poste. Nous en reparlerons dans quinze jours.

J. GUEYBAUD.

engagea les femmes à user de leur influence pour que le canton de Vaud donne une grosse majorité d'acceptants. M. Thélin se demanda « que serait la Suisse sans la femme? » et fit un exposé remarquable, basé uniquement sur des faits, sur des chiffres, montrant l'importance du travail féminin dans tous les domaines: maternité, ménage, enseignement agricole, industrie, commerce, hôtellerie, travail social, administration, professions libérales, etc. Il cita des chiffres familiers aux lecteurs du *Mouvement Féministe*: un total de 2.108.000 femmes en face de 1.950.000 hommes (excédent féminin de 150.000 pour la Suisse, de 12.000 pour le canton de Vaud); il y a 1076 femmes pour 1000 hommes. Le recensement fédéral de 1930 excusait un total de 1.900.000 personnes actives (exerçant une profession), et de 1.800.000 non actives, soit les enfants, les vieillards inutiles... et les ménagères, car on sait que la tenue du ménage n'est pas une profession, ce n'est pas une activité... On compte 191.000 célibataires femmes, plus 172.000 veuves et 23.000 divorcées.

Ces 386.000 femmes seules, qui doivent gagner leur vie, les renverra-t-on à leur foyer? Haro sur la femme qui travaille, deux fois haro sur la femme mariée qui travaille, trois fois haro sur la femme mariée à un fonctionnaire qui travaille! Fort de son expérience, M. Thélin a affirmé que ce n'est pas en renvoyant chez elle la travailleuse qu'on résoudra le problème du chômage; la question est autrement plus complexe. Il a réclamé pour la femme la liberté de gagner sa vie et le droit de développer comme elle l'entend sa personnalité et sa valeur morale. Il a proclamé le principe du travail égal à sa aire égal.

En opposition à tout ce travail, à toute cette production, la femme compte pour rien dans notre démocratie, et M. Thélin a décoché à la face de M. Perret quelques vérités peu reluisantes (« des choses que je n'aurais pas osé dire ici » a dit M^{lle} Fonjallaz, qui présidait), reprochant aux hommes de couvrir la femme de fleurs de rhétorique (si l'on ose dire!), de lui envoyer son bordereau d'impôts, et de l'ignorer complé-

tement dans la vie civile; il a engagé les femmes à secouer leur apathie, à renoncer à dire que « ça va bien ainsi », afin de jouer le rôle qui leur revient. La démocratie veut le concours de toute la nation.

M. H. Blanc parle ensuite de la femme consommatrice. Il insista pour que la ménagère achète des produits du pays, des légumes du pays, renonce aux fruits et aux légumes des primeurs. Il blâma celles qui, pour conserver la ligne, suppriment de l'alimentation le pain, les produits laitiers, aggravant la crise de l'agriculture. Il montra ensuite que la paysanne doit vivre des produits de la ferme, conserver un intérieur en harmonie avec la vie paysanne, vivre simplement et garder le goût de l'épargne.

L'après-midi, sous la présidence de M^{me} Widmer-Curtat, M^{lle} Anna Martin montra les responsabilités financières de la femme dans la famille. Une somme de 90 millions de francs passe par les mains des ménagères bernoises, alors que le budget de la ville fédérale n'est que de 50 millions de francs; les Suissesses dépensent en

un an un demi-milliard de francs, soit les deux tiers des revenus nationaux. C'est une tâche lourde de responsabilités, qui implique le devoir d'acheter avec discernement, de bien répartir les achats, et de constituer des réserves pour les jours mauvais. La mauvaise ménagère achète mal et dépense trop. Notre peuple possède encore des vertus, puisque 461 millions de francs, soit le 8 % de la totalité de nos revenus, servent à des buts de prévoyance et constituent des réserves. Les femmes se distinguent par leur esprit d'économie; on les voit de plus en plus nombreuses au guichet des banques. Si elles avaient fait plus tôt cet apprentissage, peut-être auraient-elles empêché la spéculation masculine qui a entraîné tant de pertes. En faisant prospérer les affaires familiales, elles font prospérer les affaires nationales. Enseignons aux jeunes filles, aux femmes, la saine administration des affaires familiales, l'honnêteté, à payer sur-le-champ leurs notes, à ne pas abuser du crédit. Armons-les pour leur tâche, car le succès est assuré à celle qui fait face à la vie.

M^{me} Gillibert-Randin (Lausanne) parla ensuite avec chaleur de l'Association agricole des femmes vaudoises, qui a dû transporter de Puidoux à Bussigny son centre confiturier, et que ce changement de domicile oblige à rembourser une dette importante. Il lui fut encore 4600 fr. Par ses concours de jardins, en facilitant l'écoulement des œufs, des fruits, en développant la paysannerie, en lui donnant le sens de la solidarité, l'Association fait une œuvre utile entre toutes. Aussi devrait-elle grouper toutes les paysannes vaudoises. M^{me} W. Barraud, présidente des « Avettes » de Bussigny, évoqua encore la vie d'autrefois, alors qu'on avait bien le temps, qu'on voyageait lentement, et que les lettres attendaient un message de bonne volonté ou la fin des intempéries pour être distribuées.

Il y eut, cela va de soi, de la musique, des chants, des récitations. L'assemblée était égayée par les clairs costumes des Vaudoises. Des groupes amicaux se formèrent pour le pique-nique de midi, pour le thé de l'après-midi. Ce fut une journée fort intéressante... et un peu mélancolique aussi pour celles qui savaient que pas un journal vaudois n'accepterait de publier *in extenso* le travail de M. Thélin. Nous en sommes encore là, en 1935!...

S. BONARD.



Glané dans la presse...

Le vote des femmes en France: l'enquête du «Matin»

Ce ne sont là, on s'en rend compte, que quelques très brefs extraits, pris au hasard dans la masse des articles, lettres et réponses que, toutes ces dernières semaines, a publié le grand quotidien français. Et ce n'est pas notre faute si toutes ces citations sont en faveur du suffrage! car les quelques rares réponses opposées que nous avons pu relever ne s'appuyaient pas sur d'autres arguments que celui-ci: « Voyez mon dernier discours au Sénat. » C'est suffisant pour nous éclairer!

De M. Paul Strauss, sénateur, ancien ministre de l'Hygiène:

... De plus en plus, depuis un demi-siècle, héritières des traditions charitables des siècles passés, les femmes ont démontré leur maîtrise dans l'administration et la gestion des œuvres privées de bienfaisance, d'assistance maternelle, de puériculture d'hygiène sociale; elles ont été les premières et les plus empressées à suivre les enseignements des savants, des empêcheurs de maldies, des médecins qui, avec Pasteur, ses colla-

borateurs, ses continuatrices, s'efforcent avec un succès grandissant de préserver les faibles, de protéger les petits, de lutter contre les fléaux évitables.

Peut-être me sera-t-il permis d'invoquer mon très ancien contact avec les femmes de bien, ma longue expérience des institutions privées de bienfaisance et de préservation, pour rendre un hommage reconnaissant aux collaborations féminines qui n'ont jamais été plus abondantes ni plus utiles.

... Par la force des choses, les mères électriciennes, les mères éligibles et élues, dans toutes les assemblées, dans la cité comme pour la nation, seront irrésistiblement portées à s'intéresser à toutes les mesures susceptibles d'influer sur le bien-être et l'union de la famille, sur la propriété et la salubrité du logis, sur la santé des nourrissons, des enfants du premier et du second âge, sur les problèmes essentiels de la dépopulation, de l'hygiène sociale, de la moralité.

De M. Rollin, ministre actuel des colonies:

... Que de fo's — pour prendre un exemple — constatant que mon action pour la protection de l'enfance malheureuse et abandonnée se heurtait à un mur d'incompréhension et d'indifférence, j'ai déploré qu'il n'y eût pas dans les assemblées élues des femmes au cœur maternel qui, elles, souffrant dans leurs entrailles mêmes les souffrances de ces enfants, eussent, dans un élan de révolte contre l'injustice et l'égoïsme des hommes, emporté toutes les résistances.

De M. A. de Monzie, sénateur, ancien ministre:

... Evidemment, elles doivent voter. Ce n'est pas une question de parti: Viviani, Fernand Bouisson, Poincaré, Briand, Herriot... voilà d'où sont venus les encouragements. De quoi a-t-on peur?... Le féminisme, de même que la démocratie, constitue désormais un fait acquis. Est-ce un bien? Est-ce un mal? C'est un fait.

De M. Kistmaecker, président de la Société des auteurs dramatiques:

Le vote des femmes ne peut qu'améliorer le suffrage universel. Il faut bien le dire, toute une partie de l'opinion française n'est pas représentée. Pourquoi? Qui pourra en donner une raison valable?

Il faut éviter la question de parti, et je crois que les femmes l'éviteront. Elles seront, je crois, de bon conseil, et sont souvent plus réalistes que les hommes. Mais n'attendons pas trop longtemps!...

De M^{me} Cora Laparcerie-Richepin:

Pourquoi nos parlementaires refusent-ils aux femmes le droit de voter?

Pourquoi les Françaises sont-elles privées des droits politiques, alors que deux cents millions de femmes votent en pays étrangers?

Pourquoi les femmes de France n'ont-elles pas le droit de discuter les affaires de la nation?

Pourquoi les mères de famille ne sont-elles pas admises à faire les lois qui régiront leurs enfants?

Pourquoi les femmes qui ont à défendre « le fruit de leurs entrailles » ne travaillent-elles pas aux problèmes de la paix? C'est révoltant.

De M. J. Kessel, le romancier bien connu:

Il y a quelques années, M^{me} F..., après m'avoir fait les honneurs de sa maison à Dakar, m'invita à l'accompagner jusqu'au bureau de la grosse entreprise qu'elle dirigeait. C'était son mari qui avait fondé la maison d'exportation d'arachides et de produits coloniaux. Mais il était mort à la tâche et sa femme avait continué et développé le commerce.

Il suffisait de quelques moments passés auprès d'elle; pendant qu'elle exerçait ses fonctions pour convaincre le plus inexpérimenté en matière d'affaires, d'une maîtrise, d'un équilibre, d'une clarté d'esprit qui forçaient le respect. Toute une



Alliance internationale pour le Suffrage et l'Action civique et politique des femmes

Qui veut aller à Istanbul?...

Istanbul, le 5 février 1935.

Chère amie,

Nous sommes enthousiasmées de notre visite à Istanbul où notre Société turque affiliée nous a ménagé la plus chaude réception.

Le magnifique édifice d'Yildiz Kösk est parfaitement adapté à l'organisation d'un Congrès,

cellule humaine dépendait de cette femme aux cheveux gris. Son activité rayonnait dans la brousse et sur les mers.

Elle m'expliqua, en quelques phrases brèves et limpides, le mécanisme de son entreprise. Puis elle me dit:

Je vous montrerai, si cela vous intéresse, les ateliers d'emballage et d'exportation un autre jour. Ce soir, la plupart des ouvriers noirs sont à une réunion électorale.

Elle eut un sourire sans amertume, mais non sans tristesse, et ajouta:

— Ils votent, eux...

De M. Noël Pinelli, vice-président du Conseil municipal de Paris:

... Je suis entièrement favorable au vote des femmes. J'estime qu'il donnera des résultats favorables dans la bonne administration de la cité.

C'est ce point de vue qui, principalement, l'emporte dans mon esprit; la question du droit des femmes à voter me paraît l'argument secondaire. Le fait que leur concours sera utile à la chose publique est, de toute évidence, l'argument principal. Pour marquer de façon effective le désir que j'ai toujours eu d'obtenir le vote des femmes, j'ai d'ailleurs, il y a deux ans, fait voter, par le Conseil municipal, un vote tendant à ce qu'un nombre déterminé de postes d'administration des bureaux de bienfaisance fussent strictement réservés aux femmes.

De la duchesse de la Rochefoucauld, présidente de l'Union nationale pour le Suffrage féminin (tendance politique droite):

Demeurées en dehors de la politique, en ignorant les routines et les préjugés, les femmes sentent avec plus de force la nécessité d'orienter un peu différemment leurs enfants, d'amender les institutions, de remplacer les passions publiques par des études de l'intérêt général. N'oublions pas non plus qu'elles ne peuvent se louer des lois qui les concernent, et que le rajeunissement du code Napoléon ne semble point, parmi

et nous y trouverons tout ce que nous pourrions désirer, depuis des salles de bains jusqu'à une banque, depuis le téléphone jusqu'à un salon de thé. Il contient non seulement un vaste hall, dans lequel chaque déléguée aura son propre pupitre (disposition extrêmement appréciable) (Rééd.). Mais aussi des salles pour les Commissions, des salles pour la presse, pour la correspondance, pour la conversation et un restaurant. Notre travail sera grandement facilité dans ce cadre confortable, et le merveilleux parc entourant, le palais, dont nous pourrions jouir également, rendra ce Congrès incomparable à ce point de vue.

Le temps à Istanbul au mois d'avril peut être froid et l'on nous recommande d'apporter des manteaux chauds. Des vêtements d'été sont inutiles.

Nous avons personnellement visité les hôtels qui nous font des prix spéciaux (demander la liste et les prix au Bureau Central de l'Alliance 190, Vauxhall Bridge Road, Londres, S. W. 1. (Rééd.). Nous avons choisi comme centre de résidence et de travail, le « Pera Palace », mais nous pouvons aussi recommander le « Parc-Hôtel », tout neuf et dans une situation dégagée. Le gouvernement turc nous a accordé une réduction de 30 % sur les chemins de fer turcs et de 50 % sur les bateaux turcs, qui quittent Alexandrie les 8 et 15 avril, ceci pour les congressistes qui voudraient combiner ce voyage avec une visite en Egypte.

La presse turque porte un immense intérêt à notre Congrès: aussi prions-nous toutes les déléguées d'apporter des photographies et des notices biographiques, et de venir prêtes à répondre à de nombreuses interviews sur le développement du mouvement féministe dans leur pays (hélas! que dirions-nous, nous Suisses?... (Rééd.). En effet, les membres de notre Société affiliée se trouvent en face d'une tâche immense, celle d'éduquer les femmes électorales à faire bon usage de leurs nouvelles responsabilités, l'évolution ayant été si rapide que la majorité n'est pas encore préparée à ces responsabilités. Et nous avons lié des relations amicales avec un si grand nombre de femmes professeurs, médecins, avocates, juges, travailleuses sociales, et avec des ministres et d'autres personnalités masculines éminentes, que nous sommes persuadés qu'une nombreuse participation étrangère à ce Congrès sera d'un intérêt et d'une efficacité mutuelle considérables.

Nous savons que, dans cette période de crise, de réaction et d'inquiétudes générales, nous demandons un sacrifice de temps et d'argent à chacune, mais les femmes qui tiennent à l'Alliance doivent prouver leur solidarité traditionnelle, en venant à Istanbul, le lieu de rencontre de tout l'Orient dans son travail pour la justice sociale et la paix du monde.

Margery I. CORBETT ASHBY.
ROSA MANUS.

Les Françaises doivent voter

(Suite de la 1^{re} page.)

Cette campagne, dont on trouve ci-dessous l'écho dans notre « Revue de la Presse », a eu, forcément sa répercussion au Parlement. Après le projet de loi de M. Feysat, que nous avons déjà mentionné, et qui reconnaît aux femmes le suffrage municipal, d'autres pro-

positions ont surgi: celles de MM. Paté, vice-président de la Chambre, Brandon et Sellier, députés de Paris et Scapini, toutes demandant le suffrage féminin municipal, électoral et éligibilité. D'autre part, et devant le regain d'actualité conféré au vote des femmes, l'idée a surgi dans divers milieux qu'il conviendrait de faire une démarche auprès du Sénat, pour reprendre les projets de lois votés à maintes reprises par la Chambre, et toujours bloqués à la Chambre Haute par l'opposition des sénateurs antiféministes; car le nombre de ceux-ci ayant diminué du fait de décès et de remplacements, peut-être serait-il possible de « dégeler » un projet de loi, aussi bien qu'un crédit? Une délégation à cet effet a été reçue ces jours par M. Flandin, président du Conseil des Ministres. Le suffrage familial, de son côté, montre à nouveau le bout de l'oreille, appuyé par M. Georges Perrot. On le voit: « l'Idée » ne marche pas encore à pas de géant chez nos voisins, mais elle bouge et remue. Et c'est beaucoup.

C'est beaucoup, en ces temps de réaction, de campagne antidémocratique, d'opposition au suffrage universel, de tendance à restreindre plutôt qu'à étendre les droits politiques. C'est beaucoup que ces hommes politiques, tous ces parlementaires, tous ces journalistes, se déclarent et s'affirment, au lieu de chuchoter comme le font les nôtres, qu'ils sont certainement partisans du suffrage féminin, mais que le moment est mal choisi pour en parler et que les femmes, si elles veulent compter sur leur concours, n'ont qu'à se tenir tranquille et à ne pas s'agiter. C'est beaucoup aussi que tant de femmes, de toutes conditions, de tous les milieux, de toutes tendances, manifestent avec tant de décision leur conviction — un rédacteur du *Matin* évalue à 98 % la proportion des réponses affirmatives, — alors que chez nous, on rencontre, ou la plus tiède indifférence, ou pire encore, l'opposition à toute action de la part même de celles qui se disent suffragistes, et qui soupiraient plaintivement, elles aussi, qu'il faut attendre. Attendre quoi?... Que toutes les femmes du monde aient le droit de vote avant nous? cela ne sera plus bien long. Que la « crise » qui est un prétexte si commode à toutes les paresseuses et à toutes les timidités, soit terminée? Mais n'y a-t-il pas « crise » aussi en France? crise économique, crise politiques, et l'un des moyens d'en sortir ne sera-t-il pas justement l'introduction d'éléments neufs et sains dans la vie politique?... Certes, il ne faut pas vouloir aller plus vite que les violons, et personnellement nous nous demandons, avec Mme Maria Véroine, s'il sera vraiment possible d'agir assez vite pour que la loi nouvelle soit volée et mise à exécution qui permettrait aux femmes de participer aux élections municipales de mai prochain? D'autre part, il faut veiller à la manœuvre pleine d'astuce de sénateurs antisuffragistes, qui se plaignent, les bons apôtres! que reconnaître le suffrage municipal aux femmes, c'est trop peu, que traiter tout ce affaire en trois mois, c'est trop court en égard à la gravité de la question, et qui déclarent bien préférable de prendre le temps voulu, tout le temps voulu, pour donner enfin aux femmes leurs droits politiques complets!...

Nous avons toujours pensé et écrit que le suffrage féminin triompherait en France bien

plus tôt qu'en Suisse, et ce mouvement d'opinion si accentué qui se manifeste actuellement ne fait que nous confirmer dans cette opinion. Nous sommes humiliée, certes, en constatant combien terriblement, et malgré trente ans d'efforts, notre pays est encore à l'arrière-garde. Mais ce qui nous console, d'autre part, c'est que nous savons que le succès du vote des femmes si près de notre frontière constituera, pour nous Suisses romandes surtout, un puissant atout dans notre

jeu. C'est donc en pensant, non seulement à nos amies françaises, mais aussi un tout petit peu à nous, que nous leur disons bravo et bonne chance!... E. Gp.

Pour faciliter le travail ménager

Tandis que la plupart des travaux professionnels étaient rationalisés et allégés par l'emploi des machines, mais aussi par une meilleure orga-

Le XX^e anniversaire de la fondation de l'Union Mondiale de la Femme

Fondée en 1915, donc dès le premier hiver de la grande guerre, l'Union Mondiale, qui va célébrer le 1^{er} mars son vingtième anniversaire, a eu comme but, dès son origine, de lutter contre les causes morales de la guerre, soit la peur, l'ignorance, l'avidité. Elle a voulu éveiller chez toutes les femmes le sentiment de leurs responsabilités personnelles envers l'humanité, et les encourager à faire rayonner autour d'elles un esprit de tolérance et de compréhension mutuelle, qui, en se généralisant, pourra devenir une cause de paix.

Ce programme, tout d'abord essentiellement moral et éducatif, qu'elle a travaillé à réaliser pendant la guerre, il lui est devenu nécessaire de le compléter dans l'après-guerre par des activités d'ordre plus concret: aussi l'a-t-on vue, depuis quinze ans, se joindre à toutes les grandes œuvres de pacification des esprits, de coopération internationale, de lutte contre la guerre, qui ont gravité autour de la Société des Nations, dès la fondation de celle-ci. Membre très actif du Co-

mité de Désarmement des Organisations féminines internationales, dont il n'est plus besoin d'exposer aux lecteurs de ce journal l'action méthodique, étudiée, réfléchie et énergique à la fois en faveur de la réduction des armements, l'Union Mondiale n'a cessé de poursuivre, parallèlement à l'activité de ce Comité, son travail propre, en se constituant d'abord en un centre d'information pour tout ce qui, par la parole ou l'image, peut contribuer à l'éducation pour la paix: presse, cinéma, radio, enseignement de l'histoire, etc. Elle a publié et largement répandu de nombreux documents, des brochures, des appels, des cartes postales dont certaines ont été reproduites dans nos colonnes; elle édite pour le 18 mai, date de la « Journée annuelle de la bonne volonté », un petit journal, *La Jeunesse et la paix du monde* qui, publié en sept langues, est distribué dans les écoles de quatorze pays. Elle a été représentée dans de nombreux Congrès et Conférences pour la paix, pour l'éducation de la paix, et pour la S. D. N.; elle a organisé un « Camp de vacances international pour la jeunesse », qui, bien que débutant modestement, promet de se développer dans le sens de l'amitié internationale. Et alors qu'en Suisse, nous connaissons surtout l'activité de son Bureau de Genève, elle a réussi à créer dans divers pays, en Europe orientale notamment, des groupements féminins très actifs, alors que, d'autre part, elle est en relations étroites en France avec cette *Ligue des Mères et des Educatrices*, dont la représentante, Mme Eichenberger, produisit une si poignante et si profonde impression à Genève par les paroles qu'elle prononça lors d'une des réunions du Comité féminin du Désarmement. Enfin, il n'est pas besoin de rappeler à nos lecteurs la part très spécialement active prise par l'Union Mondiale à la grande manifestation de la présentation des pétitions à la Conférence du Désarmement de la Société des Nations, le 6 février 1932.

C'est maintenant à lutter contre ce trafic des armes et munitions, qui, dans le seul intérêt des grandes firmes, empoisonne la vie internationale, et fournit, ironie amère, aux gouvernements sans distinction des armes qui se tourneraient, en cas de conflits, contre leurs propres soldats! que l'Union Mondiale porte une grosse part de son effort. Les sujets de deux principaux discours que feront le 1^{er} mars, jour de la célébration de son vingtième anniversaire, à la Salle de la Réformation, à Genève (voir au Carnet de la quinzaine), deux orateurs spécialement qualifiés, en sont la preuve. C'est pourquoi nous souhaitons, que non seulement tous les membres de l'Union Mondiale, mais tous ceux, hommes et femmes, qui préoccupés cette question d'une actualité aussi brûlante que son danger, se rendent nombreux à cette séance, manifestant ainsi leur ferme volonté de paix. E. Gp.



Photo Jullien Genève. Cliché Mouvement Féministe.

Mme Clara Guthrie d'ARCIS

La fondatrice et la présidente actuelle de l'Union Mondiale, est aussi une suffragiste fervente, à qui l'éducation donnée par une grand-mère disciple de Susan Anthony, l'apôtre du suffrage aux Etats-Unis, a permis de faire face avec énergie et initiative aux difficultés de la vie.

d'autres transformations urgentes, celle qui s'impose le moins.

Pour ces raisons notre association a été amenée à approfondir depuis quelques années un certain nombre de problèmes nationaux et va présenter maintenant — sous la présidence de M. Léon Bérard, de M. Alix, doyen de la faculté de droit, de M. le duc de Broglie, des rapports variés relatifs notamment à l'information en politique et l'enseignement, aux conséquences du coût des droits d'enregistrement sur les relations familiales, à l'impôt payé, mais non voté, par les contribuables féminins...

Tous ces problèmes et d'autres, qui ont leur côté moral, bien souvent se posent à nous. Quelques-uns doivent être résolus par des femmes seules, sans appui. Nous les aiderons à prendre leurs responsabilités.

De M. René Fuysat, député des Alpes-Maritimes, autour du projet de loi qui ferait voter les femmes en mai de cette année.

Sans être le moins du monde féministe, tout homme sensé doit reconnaître que ce serait là d'abord un acte de justice. La femme paye des impôts comme les autres citoyens. Elle pourrait avoir le droit d'opiner par son bulletin de vote pour l'emploi de ses deniers. Elle donne des enfants au pays et des soldats à la défense nationale. Célébraire, mariée ou veuve, elle a le droit de regard indéniable sur la chose publique. Sans son concours, le suffrage dit universel demeure un vain mot.

L'on donne parfois un argument contre l'extension du droit électoral, en disant: « La plupart des femmes ne désirent pas voter, laissez-les donc tranquilles! » L'argument ne vaut rien. Alors mêmes que les femmes n'auraient aucun attrait pour le vote, l'on pourrait répondre que, lorsque fut institué, en 1848, le suffrage universel, beaucoup de citoyens français n'étaient nullement désireux d'aller aux urnes. Ils y allaient pourtant. Si le suffrage féminin entraînait en

vigueur, les nouvelles électorales ne feraient pas autrement.

De M. Taittinger, député nationaliste de Paris, et de sa femme (lettres envoyées sous la même enveloppe).

Mme Taittinger écrit: A notre époque, où les femmes partagent la vie des hommes, mêmes carrières, mêmes responsabilités, mêmes charges, mêmes impôts, il est juste qu'elles participent aussi à la vie politique du pays, secondant et complétant les hommes, comme elles le font normalement sur le plan physiologique, moral et familial.

Et son mari ajoute: La Française, dans la vie nationale, s'étant montrée notre égale, j'ai cru accomplir un devoir de justice en accordant en toutes circonstances mon suffrage... au suffrage des femmes.

De deux femmes, chefs d'entreprises:

Mme Tiers est administrateur. Elle occupe son activité dans une des plus importantes affaires de teinturerie. Elle parle en administrateur:

— Deux chiffres suffiront à vous montrer l'importance de la femme dans la vie économique de la France: on compte, en effet, plus de 40 % de Françaises qui travaillent dans le commerce et plus de 28 % qui sont employées dans l'industrie.

Certaines professions en comptent même jusqu'à 90 %.

Et je puis vous donner un aperçu des impôts supportés par les femmes d'une profession essentiellement féminine: la teinturerie. A Paris et dans le département de la Seine, 4.000 teintureries occupent plus de 10.000 ouvrières. Je suis très proche de la vérité en vous disant que ces femmes paient annuellement près de 15 millions à l'Etat. Or, il ne s'agit là que d'une seule profession et dans un seul département. Songez aux milliards que les femmes versent chaque année au Trésor!

L'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme spécifie que celui qui paie l'impôt doit en suivre l'emploi. Ce qui est bien difficile, puisque les femmes ne sont pas citoyennes!

En nous reconduisant, Mme Tiers ajoute: — La femme doit voter; elle n'est pas la concurrente, mais la laboratrice de l'homme... * * *

Dans un salon où vingt frégates sont prisonnières de bassins de verre, et où s'endort le *Victory*, que Lord Nelson donna à Lady Hamilton, Mme Ph. de Vilmorin, dont l'ancêtre Forbin était amiral des galères, me reçoit, pendant un moment de repos, c'est-à-dire parmi quinze ou vingt coups de téléphone-heure: — Excusez-moi, monsieur, au bout du fil mes chefs de service ignorent que le sort du féminisme est en jeu. Mais c'est que, voyez-vous, depuis quinze ans je suis à la tête d'une grande maison. Mes seules joies ont été familiales d'abord, j'ai élevé six enfants qui étaient fort jeunes à la mort de mon mari, et j'ai repris l'affaire. Je fais partie d'une commission ministérielle des grains, je participe à des congrès internationaux et commerciaux, et je ne vous cache pas que je ne vois pas la raison qui m'éloigne des urnes.

Mme de Vilmorin fait taire un chien-bull qui aboie. — Je travaille comme un homme. Il faut qu'une femme qui gère des intérêts particuliers participe à la répartition des intérêts généraux. Je m'occupe de laboratoires, d'embryologies. Je crois que je pourrais très bien me mêler au grand jour aux questions agricoles que les hommes se réservent. Remarquez que je le fais officieusement et comme en contrebande. Enfin, votre journal soulève le voile. Le jour n'est pas loin où les femmes voteront... Et je regarde, tandis qu'elle achève ces paroles, la rosette de commandeur de la Légion d'honneur qui orne le corsage de Mme Philippe de Vilmorin.

D'une institutrice:

L'ivrogne aura le droit de voter et la doctoresse devra rester chez elle!

D'un rédacteur du « *Matin* », pour finir:

Ce qui m'intéresse aussi, c'est la nomenclature des professions de nos correspondants. Prenons d'abord les hommes: capitaine de frégate, médecin, délégué cantonal, avocat, hôtelier, instituteur, « Français moyen », pharmacien, architecte, peintre, représentant de commerce, marin, attaché aux musées nationaux, officier anciens combattants, — ils sont tous venus, à tous les degrés de l'échelle sociale, nous apporter leur encouragement.

Mais les lettres de femmes rejoignent également tous les milieux, toutes les classes; je cite au hasard: cantinière, journaliste, employée aux P. T. T., ingénieur, infirmière, veuves de guerre, commercante, industrielle, avocate, professeur, étudiante, institutrice, sage-femme, conférencière, élève de philosophie dans un lycée, et cette dame qui a 77 ans; et l'aînée de treize enfants, et cette jeune fille, fille unique; femmes de marin, d'ouvrier, de chauffeur, de professeur de musique... Toute la France est là, des champs à la ville, de l'université à Pusine.

Comme l'écrit une institutrice: « Si beaucoup de femmes sont accusées, avec raison, de frivolité, d'incapacité politique, la majorité est fidèle à de grands devoirs et sait se montrer digne de la plus lourde tâche.

Une autre, non sans une amère ironie, pose l'équation suivante: « Semblable à l'homme dans la douleur, la maladie, la souffrance et la mort, la Française moyenne, épouse d'un Français moyen, est égale à ce dernier. »

Pour aujourd'hui je m'arrête sur le vœu d'une lectrice: « Les femmes n'ont d'autre ambition que de mettre de l'ordre dans la grande maison: France ».

Aidez-nous à faire connaître notre journal et à lui trouver des abonnés.